



# **Projet OCDE - Des conditions de concurrence équitables pour la compétitivité en Algérie**

## **Séminaire de lancement** PROJET D'ORDRE DU JOUR

Réunion virtuelle

**Lundi 24 janvier 2022**

**9h30 – 12h15 (UTC+1)**

[Inscrivez-vous](#)



## Contexte

---

**La corruption est un obstacle majeur au développement social et économique des pays.**

Elle affaiblit la confiance dans les marchés et les institutions et affecte la compétitivité, en freinant la croissance portée par le secteur privé et en décourageant les investissements.

En Algérie, la corruption demeure perçue comme un obstacle important pour les entreprises opérant ou souhaitant opérer dans le pays. **La lutte contre la corruption, le renforcement de l'intégrité des affaires, ainsi que plus largement la mise en place de conditions de marché équitables** constituent ainsi des dimensions essentielles de politiques visant à renforcer la compétitivité et à encourager les investissements de qualité en Algérie, afin de contribuer au développement pérenne de son secteur privé et à la stabilité de son économie.

Au cours des dernières années, **le Gouvernement algérien a engagé des réformes nationales d'envergure** afin de renforcer la bonne gouvernance, l'intégrité dans les affaires et la transparence, notamment à travers l'élaboration d'une Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la corruption. La mobilisation du secteur privé, entreprises et associations professionnelles, ainsi que des différents acteurs de la société civile, aux côtés des autorités publiques, est fondamentale pour soutenir ces efforts et assurer la mise en œuvre effective de ces réformes. Dans la mesure où la corruption touche à la fois les secteurs public et privé, il faut y remédier par une réponse coordonnée et efficace. A cet égard, **l'action collective et la création d'alliances entre les différents acteurs** s'avèrent des outils très efficaces pour promouvoir l'intégrité des affaires et lutter contre la corruption.

## Objectifs

---

Ce séminaire marque le **lancement du Projet** « Des conditions de concurrence équitables pour la compétitivité » (*Fair Market Conditions for Competitiveness in six OECD partner countries*) en Algérie, mis en œuvre par l'OCDE dans le cadre de [l'Initiative Siemens pour l'intégrité](#), qui vise à soutenir **la création de conditions de concurrence et de marché équitables** afin d'améliorer la compétitivité et l'intégrité de manière durable et inclusive.

En Algérie, pour atteindre ces objectifs, le Projet, d'une durée de trois ans, se concentre sur deux domaines clés de politiques publiques : **(i) la lutte contre la corruption et l'intégrité des affaires, et (ii) les politiques de concurrence équitables.**

Plus précisément, les objectifs du Projet, au nombre de quatre, sont les suivants :

1. **Sensibiliser les gouvernements, le secteur privé et la société civile** aux normes et bonnes pratiques de l'OCDE en matière de lutte contre la corruption, d'intégrité et de concurrence équitable pour la compétitivité
2. **Renforcer les capacités** des autorités chargées de la lutte contre la corruption et des autorités en charge des politiques de concurrence
3. **Promouvoir dans le cursus universitaire** les connaissances les plus récentes sur les normes et pratiques internationales en matière de la lutte contre la corruption et l'intégrité pour la compétitivité

#### 4. **Promouvoir le mécanisme de signalement à haut niveau** pour prévenir la corruption

Dans le cadre de ce séminaire de lancement, l'accent sera mis plus spécifiquement sur **l'Objectif 1 du Projet de sensibilisation des différentes parties prenantes** aux normes et bonnes pratiques de l'OCDE en matière de lutte contre la corruption, d'intégrité et de concurrence équitable pour la compétitivité. La réalisation de cet Objectif passe notamment par la **création d'une plateforme de dialogue multipartite avec les principaux décideurs publics et privés et les représentants de la société civile visant à favoriser les actions collectives contre la corruption** et alliances durables en faveur de l'intégrité des entreprises dans des secteurs économiques stratégiques, à travers une série de tables rondes dont ce séminaire marque le lancement.

Après une **session introductive permettant d'introduire les différents axes du Projet** et les besoins et défis de l'Algérie dans ces domaines, le séminaire débutera par une présentation des **normes et bonnes pratiques de l'OCDE en matière de lutte anti-corruption et d'intégrité des affaires** et discutera la manière dont ces standards peuvent contribuer à l'amélioration des conditions de marché. La seconde session offrira l'opportunité de présenter plus avant le **concept d'action collective, au cœur du Projet, et d'analyser ses bénéfices** pour promouvoir l'intégrité des affaires de manière effective, en présence d'experts régionaux et internationaux. Enfin la dernière session permettra **d'introduire les normes et bonnes pratiques en matière de politique de concurrence équitable dans le cadre du Projet.**

### **Participants**

---

Le séminaire réunira les **acteurs principaux de la lutte contre la corruption et l'intégrité des affaires en Algérie et responsables en matière de politiques de concurrence équitables** (Organe National de Prévention et de Lutte contre la Corruption, Office Central de Répression de la Corruption, Ministère de la Justice, Conseil de la Concurrence, Ministère du Commerce et de la Promotion des Exportations, Ministère de l'Industrie et des Mines, Ministère des Affaires Étrangères, etc.), ainsi que les entreprises publiques, le secteur privé (associations d'entreprises, chambres de commerce et d'industrie, sociétés etc.), et les représentants de la société civile, y compris le milieu universitaire. **Des experts internationaux et des pairs** contribueront également.

### **Informations pratiques**

---

Le séminaire se tiendra **virtuellement** via la plateforme Zoom. Il se tiendra en français, et l'interprétation en arabe sera disponible.

Inscrivez-vous

ici : <https://meetoe.cd1.zoom.us/meeting/register/tJUtd2rrT0jG908U30MjZa4q3UApdkloZKt>

## Projet d'ordre du jour

<b>9:30 – 10:00</b>	<b>Session d'ouverture</b>
	<p>Cette session d'ouverture permettra d'introduire les grands axes du Projet en Algérie, en matière de lutte contre la corruption, d'intégrité et de concurrence équitable pour la compétitivité. Il offrira également l'opportunité à l'Algérie de présenter les récents développements et priorités en rapport avec les thématiques du Projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ <b>M. Carlos Conde</b>, Chef de la Division Moyen-Orient-Afrique, Secrétariat des Relations Globales, OCDE</li> <li>○ <b>M. Rabah Fassih</b>, Directeur de la Promotion et du soutien aux Echanges Economiques, Ministère des Affaires Etrangères et de la Communauté Nationale à l'Etranger, Algérie</li> </ul>
<b>10:00 – 10:45</b>	<b>Session 1 : Normes et bonnes pratiques de l'OCDE en matière de lutte contre la corruption et d'intégrité des affaires et enjeux économiques</b>
	<p>Plusieurs conventions ont été adoptées pour lutter contre la corruption au niveau international, dont la <i>Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales</i>. Cette session offrira un aperçu des normes et standards contenus dans la Convention OCDE et ses instruments connexes, ainsi que des autres instruments internationaux anti-corruption et bonnes pratiques en matière d'intégrité des affaires. L'accent sera mis sur l'importance de ces standards et bonnes pratiques pour la mise en place de conditions de marché équitables et l'amélioration de la compétitivité.</p> <p><b>Modération et introduction : M. Patrick Moulette</b>, Chef de la Division Anti-Corruption, Direction des affaires financières et des entreprises, OCDE</p> <p><b>Intervenants :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ <b>Pr. Maria Gavouneli</b>, Professeure, Cheffe de la délégation grecque auprès du Groupe de travail sur la corruption de l'OCDE</li> <li>○ <b>Mr. Jean Pierre Méan</b>, avocat, membre de la Commission Responsabilité d'Entreprise et Anticorruption de la Chambre de commerce internationale.</li> </ul> <p><b>Questions et réponses</b></p>
<b>10:45 – 11:30</b>	<b>Session 2 : Promouvoir l'intégrité des affaires à travers l'action collective</b>
	<p>L'action collective offre l'une des solutions les plus efficaces pour lutter contre la corruption. Cette session introduira le concept d'action collective contre la</p>

	<p>corruption et analysera ses bénéfices dans la promotion de l'intégrité et la concurrence équitable. Des expériences régionales et internationales seront discutées mettant en lumière les facteurs de succès, et méthodes pour mener à bien une action collective, en vue du déploiement de l'initiation de telles actions dans le cadre du Projet dans des secteurs clés.</p> <p><b>Modération et introduction: Mme Diane Pallez</b>, Cheffe de projet - Analyste de politiques, Division Moyen-Orient –Afrique, OCDE</p> <p><b>Intervenants :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ <b>Mme Vanessa Hans</b>, Spécialiste du secteur privé, Institut de Bâle pour la Gouvernance</li> <li>○ <b>M. Qusay Salama</b>, Expert régional de l'action collective, Égypte</li> </ul> <p><b>Questions et réponses</b></p>
<b>11:30 –12:00</b>	<b>Session 3 : Politiques de concurrences équitables – Standards et bonnes pratiques</b>
	<p>Cette session offrira l'opportunité d'introduire les standards de l'OCDE et bonnes pratiques en matière de politiques de concurrence équitables, et offrira une plateforme de discussion dans le cadre du Projet</p> <p><b>Intervenant: Mme Lynn Robertson</b>, Manager Afrique/MENA, Division de la concurrence, Direction des affaires financières et des entreprises, OCDE</p> <p><b>Questions et réponses</b></p>
<b>12:00 – 12:15</b>	<b>Conclusion et prochaines étapes de mise en œuvre du Projet</b>
	<p>Les conclusions permettront de mettre en exergue les éléments d'analyse les plus pertinents et d'envisager les prochaines étapes du Projet, en particulier les priorités d'action à mener dans le cadre des tables rondes d'action collective, dans les secteurs économiques clés.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Mme Solène Philippe</b>, Analyste anti-corruption, Division Anti-Corruption, Direction des affaires financières et des entreprises, OCDE</li> </ul>

## Documentation de référence

- OCDE (2020), « [Enseignements sur l'action collective contre la corruption - Le cas du Maroc](#) », Éditions OCDE, Paris
- Institut de Bâle sur la gouvernance et les actions collectives (2020), « [Intégrer l'action collective : Établir une base de référence](#) », Basel Institute on Governance, Bâle
- OCDE (2018), « Maroc : [Renforcer l'intégrité dans les secteurs de l'énergie, de la santé et des transports](#) », Éditions OCDE, Paris
- Egyptian Junior Business Association Integrity Network (2018), "[Implementing Collective Action Initiatives against Corruption in the Middle East and Africa](#) »
- AfDB/OCDE (2016), « [Guide de conformité et de lutte contre la corruption pour les entreprises africaines](#) »
- OCDE (2015), « [Principes de gouvernance d'entreprise du G20 et de l'OCDE](#) »
- OCDE (2014), « [Rapport de l'OCDE sur la corruption transnationale : Une analyse de l'infraction de corruption d'agents publics étrangers](#) »
- Ligue des États arabes (2010), « [La Convention arabe de lutte contre la corruption](#) ».
- OCDE (2010), « [Manuel d'éthique et de conformité anti-corruption pour les entreprises](#) »
- OCDE (2010), « [Guide de bonnes pratiques sur les contrôles internes, l'éthique et la conformité](#) »
- OCDE (2009), « [Recommandation du Conseil sur la poursuite de la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales](#) »
- Nations Unies (2004), « [La Convention sur l'Anti-Corruption des Nations Unies \(UNCAC\)](#) »
- Unions Africaine (2003), « [Convention de l'Union Africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption](#) »
- OCDE (1999), « [Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption](#) »

## Contacts

### **Mme Diane PALLEZ**

Analyste politique  
Division Moyen-Orient Afrique  
Secrétariat des Relations Globales  
[Diane.PALLEZ-GUILLEVIC@oecd.org](mailto:Diane.PALLEZ-GUILLEVIC@oecd.org)

### **Mme Sophie ELLIOTT**

Assistante de Projet  
Division Moyen-Orient Afrique  
Secrétariat des Relations Globales  
[Sophie.ELLIOTT@oecd.org](mailto:Sophie.ELLIOTT@oecd.org)